

Conférence de Jean François Dumont sur l'« Après Merkel »

Synthèse par Yvan Chazalviel, attaché douanier régional près l'ambassade de France à Berlin (2013-2021)

Le 7 décembre, l'AR 16 a organisé une conférence sur l'« après Merkel » animée avec son brio habituel par **Frederic Jallat**, en pleine actualité puisque le lendemain, le nouveau Chancelier, Olaf Scholz (SPD) prêtait serment. Cette conférence était assurée par mon vieil ami **Joel-François Dumont**, journaliste et fin connaisseur de la politique allemande. Il devait intervenir en duo avec le professeur **Patrick Moreau**, analyste reconnu de la politique dans l'Europe de l'Est. Malheureusement ce dernier a été au même moment sollicité par les autorités françaises pour décrypter dans l'urgence les derniers avatars de la situation politique autrichienne avec la nomination du chancelier... ; nous avons donc dû changer au dernier moment l'organisation de cette conférence dont Jean-François Dumont a bien voulu assurer au pied levé l'intégralité, avec les éléments communiqués par Patrick Moreau. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Difficile de résumer ici une heure et demi d'échanges riches, denses et sans langue de bois ; je me bornerai donc à en relever les traits les plus saillants, en invitant les camarades désireux d'approfondir à visionner l'intégralité de cette conférence, disponible sur le site de l'AR 16.

Une remarque en préambule, que j'emprunterais à SE Philippe Etienne, qui fut mon ambassadeur à Berlin : « *On aurait tort de croire que les Allemands sont des Français qui parlent allemand* ». Comme l'a dénoncé notre conférencier, fort de son implantation en Allemagne qui permet sans aucun doute une vision plus claire, nos perceptions des deux côtés du Rhin sont perturbées depuis Iéna par des stéréotypes, générateurs de malentendus.

Venons-en au thème de notre échange : l'« après-Merkel » qui commence dès le lendemain de notre conférence, lorsqu'Olaf Scholz, ministre des Finances et vice-chancelier d'Allemagne deviendra donc le 8 décembre prochain et pour 4 ans le nouveau chancelier d'Allemagne.

L'intervention s'articulait en 3 parties : (I) bilan de l'action d'Angela Merkel qui aura donc été chancelière près de 16 ans. (II) programme de gouvernement contenu dans la plateforme commune de la nouvelle coalition tricolore (III) la Bundeswehr, armée parlementaire.

I - Le bilan en demi-teinte de Madame Merkel : l'immobilisme du Commandeur

Des articles plus qu'élogieux ont paru, beaucoup plus dans la presse étrangère que dans la presse allemande. JFD préfère se référer à l'analyse de Nicolas Baverez, le 29 novembre dernier dans le *Figaro*

« Après le départ du Royaume-Uni, le cœur de l'intégration du continent réside plus que jamais dans la relation franco-allemande. En apparence, la coalition entre le SPD, les Verts et les Libéraux, conduite par Olaf Scholz et placée sous le signe du pragmatisme et du progrès, semble plus proche des vues françaises sur l'Europe que les gouvernements d'Angela Merkel. Il était de fait grand temps que l'Allemagne se réveille. Angela Merkel a en effet assis son exceptionnelle longévité sur un culte de la stabilité confinant à l'immobilisme. En dehors de

ses décisions très contestables de sortie à marche forcée du nucléaire en 2011 et d'ouverture des frontières aux migrants en 2015, elle a prospéré sur la rente des réformes de Gerhard Schröder. Il en alla de même en Europe où son leadership s'exerçait par défaut, préférant réagir trop peu et trop tard plutôt qu'anticiper, ce qui se révéla notamment catastrophique au cours de la crise de l'euro. Olaf Scholz a donc été élu pour renouer avec le mouvement. »

Madame Merkel a imposé à la CDU aux dernières élections un candidat médiocre, Armin Laschet, qu'on avait présenté en France comme « un francophile militant » ! La CDU créditée de 42% qui avait encore, en janvier 2021, une « voie royale » pour gouverner l'Allemagne pour trois ou quatre mandats successifs s'est tirée deux balles dans chaque pied avec un personnage falot, sans aucun charisme qui a conduit son camp à une déroute historique. Que va devenir la CDU ? Elle a vraiment besoin de se refonder car elle est au bord du délitement.

Pour les Allemands, Madame Merkel resterait donc « Mutti », cette femme de pouvoir que tout le monde chercherait à imiter ? Comme la candidate victorieuse de la primaire des Républicains qui déclarait: « *je ferai comme Madame Merkel* ». Pourtant, pour JFD Angela Merkel a été le fossoyeur de la CDU et de la politique européenne allemande. Il y a des secteurs régaliens dans laquelle elle ne s'est jamais impliquée.

Comment expliquer alors les sondages réalisés en Allemagne sur Madame Merkel qui donnent **jusqu'à 80% de satisfaits : plusieurs raisons expliquent que la bonne impression l'emporte très largement sur la réalité d'un bilan très mitigé.**

Il y a bien trois choses pour lesquelles Angela Merkel fait l'unanimité : son **honnêteté** ; cet « immobilisme » qui a garanti à l'Allemagne dans une période de grande tourmente la **stabilité**, première des priorités pour la population allemande ; enfin le fait qu'elle soit « une **personne qui rassure** ». En parallèle, cette femme politique a su, en vraie « tueuse » éliminer tous ses rivaux potentiels. Un peu comme le chancelier Kohl, le mentor qu'elle a trahi.

C'est paradoxalement dans la partie orientale de l'Allemagne, dans l'ancienne RDA où elle est arrivée enfant de Hambourg avec ses parents. Après de hautes études et la chute du mur, elle a réussi à s'imposer dans la CDU qui avait besoin de s'installer dans les länder de l'Est où le parti communiste avait régné sans partage pendant 50 ans. Elle incarnait les aspirations profondes d'une population qui rêvait de se retrouver dans le concert des régions d'Europe développées après tant d'années de dictature. Immense espoir qu'elle a déçu voire trahi. Cela explique pour partie la montée de l'AFD, l'Alternative pour l'Allemagne, qui, en France, a été présentée d'une manière plutôt mensongère. Des 100 députés Afd élus , une partie de la presse étrangère n'a voulu voir que les 15% de « vrais » militants d'extrême-droite.

Olaf Scholz, ancien maire SPD de Hambourg est un homme décidé qui, pour le moment, suscite peut-être curieusement plus de respect dans le camp adverse que dans son propre camp qui était en pleine déroute et qu'il a conduit, malgré cela à une victoire nette. La décomposition du SPD est due aux mêmes raisons qui en France ont vu le parti socialiste agoniser pour avoir préféré le sociétal au social.

La campagne „Scholz“ a été très professionnelle : il a su rebondir de façon extraordinaire avec un pragmatisme absolu, avec l'aide des médias, des réseaux sociaux et même des instituts de sondage : surtout Scholz a surtout réussi à faire comprendre à son aile gauche – qui ne l'aime pas – qu'il fallait se taire ou perdre et en payer le prix... Pour le moment, elle se tait mais pendant combien de temps ?

II - L'accord de gouvernement de la coalition tricolore

Après les élections législatives du 26 septembre dernier, en deux mois, le SPD, le FDP et les Verts ont élaboré ensemble un accord de coalition en bonne et due forme pour les 4 années à venir.

Alors que la CDU a connu un recul historique avec 24,1 % et 197 sièges, les sociaux-démocrates avec 25,7 % des suffrages et 206 sièges sont arrivés en tête pour la première fois depuis 2005. Les Verts et les libéraux ont quant à eux enregistré une hausse de leur résultat.

Le 15 octobre, ces trois derniers partis ont publié un document de 177 pages décrivant les grandes orientations politiques de la future « coalition feu tricolore » *Ampelkoalition*. Ce texte est marqué par un recours très important à l'idée de **modernisation de l'état et de progrès**, ainsi que par **un choix récurrent de prendre l'Europe comme l'échelle pertinente pour l'analyse des défis et leurs solutions**.

La coalition est affichée comme une alliance pour la liberté (valeur libérale), l'équité (objectif CSU) et le développement durable (Verts)

L'achèvement de l'unité intérieure demeure un objectif important dans le cadre d'une économie de marché sociale et écologique, avec à la clef une sortie complète du charbon en 2030

Assurer la prospérité allemande dans la mondialisation n'est possible que si sont réunies les conditions de concurrence équitables ; une fiscalité juste – nationale et internationale – et une lutte conséquente contre l'évasion fiscale en font également partie (impôt minimal sur les profits des entreprises de 15 % négocié au sein du G20).

La formule « **responsabilité globale de l'Allemagne** » est mise en avant pour caractériser la future politique étrangère, associant obligation morale et action politique. L'Allemagne entend assumer « **En tant que plus grand État membre [sa] responsabilité particulière dans un esprit de service de l'UE dans son ensemble** », en définissant « **les intérêts allemands à la lumière des intérêts européens** ». S'agit-il d'une discrète allusion à des ambitions de leadership européen ? Un peu trop tôt pour le dire...

La future politique étrangère, de sécurité et de développement, doit approfondir les partenariats, en créer de nouveaux et défendre les valeurs de liberté, de démocratie et les droits de l'homme, en étroite collaboration avec les partenaires démocratiques.

Le recours à l'expression de *souveraineté stratégique*, déjà présente dans l'accord préliminaire, ressemble d'abord à une concession à la position de Paris. Le ministère des Affaires étrangères, qui sera aux mains des Grünen, devrait adopter une attitude plus favorable aux propositions françaises.

S'affirme la volonté d'accroître la souveraineté stratégique de l'Europe, qui semble une concession à la position française. Cela signifie établir sa propre capacité d'action dans le contexte mondial et être moins dépendant et moins vulnérable dans des domaines stratégiques importants, tels que l'approvisionnement énergétique, la santé, les importations de matières premières et la technologie numérique, sans pour autant isoler l'Europe. La coalition s'engage à mieux protéger les technologies et infrastructures critiques, adapter les normes et les marchés publics en conséquence et lancer un consortium européen open source 5/6G. A noter que si l'approche

est large, la question des forces armées et de leur équipement n'est pas explicitement citée, contrairement à l'approche française.

Concernant la défense : la coalition défendra une conception globale de la sécurité, où le civil est clairement privilégié. **Seront renforcées particulièrement la prévention des crises et la gestion civile des crises, notamment en envoyant davantage de personnels civils.**

Une coopération renforcée entre les armées nationales des membres de l'UE est préconisée, qui vise les champs de formation, de capacités, de missions et d'équipement, comme le prévoient déjà, l'Allemagne et la France.

La volonté de créer des structures de commandement communes et un quartier général civilo-militaire commun, apporte un début de réponse aux propositions françaises. A chaque étape, l'interopérabilité et la complémentarité avec les structures de commandement et les capacités de l'OTAN doivent être assurées. L'Allemagne intègre toujours les missions civiles et militaires de l'UE dans un concept politique global qui prend en compte les causes des conflits, prévoit une stratégie de sortie et est contrôlé par le Parlement.

Les relations franco-allemandes sont abordées de manière bien concise, en se référant aux accords signés et institutions créées sous le précédent mandat, donnant l'impression que le caractère « privilégié » du couple franco-allemand n'existe que dans l'esprit des Français. L'évocation sur le même plan du « triangle de Weimar (DE-PL-FR) est surtout une main allemande tendue à la Pologne, qui ne doit pas s'isoler et à laquelle le texte donne une importance au moins similaire à celle accordée au voisin de l'Ouest...

Intégration, migration et réfugiés

La coalition souhaite donner un **nouveau départ à la politique d'immigration et d'intégration allemande, qui soit à la hauteur d'un pays d'immigration moderne.** Pour ce faire, un changement de paradigme sera nécessaire. Il s'agit de réduire la migration irrégulière mais aussi de rendre davantage possible la migration régulière et de respecter les obligations juridiques de protection des réfugiés. La description de l'Allemagne comme « pays d'immigration moderne » vise à ancrer l'idée d'un pays dont l'ouverture aux migrations fait désormais partie intégrante de la culture politique et sociale, idée semble t'il largement acceptée par l'électorat de la coalition.

L'OTAN reste le fondement indispensable de la sécurité. La coalition s'engage à renforcer l'alliance transatlantique, notamment son pilier européen (ce qui peut être une réponse à la politique française de défense européenne) et à en partager équitablement les charges...mais ne s'engage pas encore sur des chiffres. Un potentiel retrait d'Allemagne n'est plus à l'agenda du SPD.

Défense et Bundeswehr

La Bundeswehr apporte une contribution essentielle à la protection et à la défense de l'Allemagne et de ses alliés. En tant qu'armée parlementaire, elle est soumise au contrôle du Parlement. **Outre les missions à l'étranger dans le cadre de la gestion internationale des crises et des conflits,** qui se fondent sur le droit international public, en particulier sur les décisions de l'ONU, **la défense du pays et de l'alliance a gagné en importance.** Ces deux missions doivent être remplies de la même manière par la Bundeswehr. La mission et les tâches de la

Bundeswehr doivent s'orienter sur les défis stratégiques et les menaces sécuritaires de notre époque.

Les structures de la Bundeswehr feront l'objet d'un inventaire critique et des priorités stratégiques d'équipement définies en vue de renforcer leur efficacité opérationnelle. La coopération technique en matière d'armement en Europe sera encouragée, en tenant compte des technologies clés nationales et en permettant aux petites et moyennes entreprises de participer également à la concurrence.

L'achat d'un système d'armes pour remplacer l'avion de combat Tornado est pour la première fois daté. Mais la prise en compte de la participation nucléaire de l'Allemagne au sein de l'OTAN pourrait orienter les choix...

La coalition admet enfin, sous conditions, l'acquisitions de drones armés, tout en condamnant les homicides extralégaux – y compris par des drones.

Pour finir la nouvelle stratégie cyber pour la Bundeswehr, pourrait constituer un champ de coopération franco-allemand.

III – 10 choses à savoir sur la Bundeswehr.

- En temps de paix, la Bundeswehr est contrôlée par le ministère de la Défense (das Verteidigungsministerium). Il est le seul civil qui peut donner des ordres aux militaires, ce qui assure le primat du politique sur le militaire. Le chancelier n'exerce son autorité sur les armées qu'en temps de guerre.

- La Bundeswehr est, depuis sa création par les Alliés, « **une armée parlementaire** »... Autrement dit, un animal à quatre pattes, chacune étant investie de 25% de pouvoirs et prérogatives dans un pays où les plates-bandes sont farouchement gardées. Le pouvoir est donc strictement partagé entre le « **ministre** », responsable politique, le « **Generalinspekteur** », équivalent de notre CEMA, le « **président de la Commission de la défense** » qui donne le feu vert pour envoyer des soldats en OPEX et enfin le « **Commissaire parlementaire aux forces armées** » : une sorte d'ombudsman. Pour tout acte important (un accord cadre ou un traité par exemple), **il faut l'unanimité des quatre.**

- Créée en 1955, après l'échec de la ratification du traité instaurant la CED – la Communauté européenne de défense, cette armée fédérale voulue par les États-Unis a **immédiatement été intégrée au dispositif de l'OTAN** par les accords de Paris en 1955.

- Le projet de remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest face à la menace soviétique dans les années 1950 a provoqué une polémique majeure entre le SPD et la CDU : était-il moral qu'après la dictature hitlérienne, l'Allemagne puisse disposer de nouveau d'une armée ?

- Lors du débat en 1954 sur la création d'une nouvelle armée allemande, le SPD a été un opposant farouche à l'idée même d'une armée fédérale. « **La chose militaire** » a **trop longtemps suggéré des sentiments allant de la suspicion au mépris.** Pourtant, pour la première fois depuis 16 ans, le SPD reprend le portefeuille de la Défense, avec Christine Lambrecht ministre fédérale de la Justice et de la protection du consommateur.

- La **Bundeswehr a un sérieux déficit d'image**. De fait, elle est perçue à tort par une très large partie de l'opinion comme un « mal nécessaire ». On est donc très loin de l'image de nos armées telle qu'elle est majoritairement perçue en France.

- **Pour la première fois de son histoire, le budget de la Bundeswehr** (près de 49 milliards) **dépasse celui de nos Armées** de 4 milliards d'euros. Avec en 2021. On se demande ce que les Allemands vont pouvoir faire de ce budget puisqu'ils n'ont pas de forces nucléaires étant entièrement dépendant du parapluie militaire américain. L'industrie de défense allemande entend désormais récupérer tout ce qu'elle peut de cette manne...

- Il faut rattraper **l'absence d'investissement d'Angela Merkel** dans les **domaines de la sécurité et de la défense**. En Allemagne, l'on parle toujours de « politique de sécurité », en France de « politique de défense ». Il faudra attendre mai 2021 pour que les experts de la CDU le regrettent amèrement et que la fondation des Verts sorte même un document implorant les Américains de conserver leurs armes nucléaires sur le sol allemand !

- Les chances de développer une coopération franco-allemande dans le domaine militaire ; seront-elles meilleures sous l'ère Scholz ? Oui mais à deux conditions. Que l'on cesse de parler de « couple franco-allemand », auquel seuls les Français croient encore et de vanter les mérites de « l'Europe de la Défense », perçu comme un concept franco-français qui insupporte la plupart de nos voisins qui se contentent de « la Défense de l'Europe ».

- Enfin la République fédérale est ligotée par les traités secrets qu'elle a dû signer avec Washington. L'Allemagne depuis longtemps n'est donc pas entièrement maître de sa souveraineté. Sous Schröder, elle a essayé de s'en affranchir : parions que Scholz profitera de Biden pour tenter de négocier un nouveau partage des tâches.